**BTS MÉTIERS DE L’AUDIOVISUEL**

***OPTION GESTION DE LA PRODUCTION***

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE ET TECHNOLOGIE DES ÉQUIPEMENTS ET SUPPORTS - U3**

**SESSION 2018**

**Durée : 6 heures Coefficient : 4**

**Matériel autorisé :** l’usage de tout modèle de calculatrice, avec ou sans mode examen, est autorisé.

**Le candidat doit gérer son temps en fonction des recommandations ci-dessous :**

* traiter la partie 1 relative à l’environnement économique et juridique pendant une durée de 3 heures ;
* traiter la partie 2 relative à la technologie des équipements et supports pendant une durée de 3 heures.

**Les parties 1 et 2 seront rendues sur des copies séparées et ramassées à la fin de l’épreuve de 6 heures.**

# Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu’il est complet. Le sujet se compose de 30 pages, numérotées de 1/30 à 30/30.

## LISTE DES ANNEXES

|  |  |
| --- | --- |
| Annexe 1 - Extraits du contrat d’artiste-interprète.  Annexe 2 - La production audiovisuelle du documentaire.  Annexe 3 - Plan de financement Agrément définitif Crédit d’Impôt. Annexe 4 - Extraits du contrat de préachat de droits de diffusion. | pages 10 à 13.  page 14.  pages 15 et 16.  page 17. |
| Annexe 5 - Caméra Canon C300. | pages 18 et 19. |
| Annexe 6 - Appareil photo Canon 5D Mark III. | page 20. |
| Annexe 7 - Micro cravate HF Sennheiser. | page 21. |
| Annexe 8 - Micro Sennheiser MKE600. | page 22. |
| Annexe 9 - Enregistreur Zoom F4. | pages 23 et 24. |
| Annexe 10 - Projecteur panneau Led exalux Rock. | page 25. |
| Annexe 11 - Projecteur Explolite Tourled. | page 26. |
| Annexe 12 - Compatibilité codecs Media composer. | page 27. |
| Annexe 13 - Stockage Avid Nexis E4. | page 28. |
| Annexe 14 - Compatibilité station Avid. | page 29. |
| Annexe 15 - Normes PAD CST/FICAM. | page 30. |

**PRÉSENTATION DU THÈME D’ÉTUDE**

### La société ADRO Productions est une S.A.R.L. en activité depuis 2007 dont le capital social est de 46 000 euros. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés à Paris sous le numéro B 493 446 114.

Elle est spécialisée dans la production de documentaires audiovisuels.

Le projet de la société ADRO Productions est la réalisation d’une série documentaire de 2x52 minutes intitulée *« la place de la télévision dans notre société ».*

### Cette série est réalisée par Léna Vrédiller sur une idée originale de Luc Ridle et produite par Sophie Liévin d’ADRO Productions.

Le documentaire est coécrit par Léna Vrédiller en collaboration avec Luc Ridle. Les coauteurs remettent le texte au producteur au plus tard le 23 mars 2017.

La réalisation est sous la responsabilité artistique de Léna Vrédiller.

Le calendrier prévisionnel de production est le suivant

* préparation : mars-avril 2017 ;
* tournage : 24 jours environ à définir à partir du 21 mai jusqu’au 30 juin 2017 ;
* montage et finitions : juillet à octobre 2017 ;
* livraison du prêt à diffuser (PAD) : 31 octobre 2017.

Ce programme est coproduit avec l’INA et des diffusions sont prévues notamment sur France Télévisions, Planète +, LCP-AN.

Des exploitations linéaires mais aussi non linéaires sont envisagées pour ce programme.

Synopsis : depuis les années 1950, l’histoire de la télévision est intimement liée aux évènements politiques, sociologiques, économiques et culturels de notre société.

Ce documentaire, construit en deux volets, éclaire sur le passé, le présent et le devenir de ce média. Le premier volet correspond à la période1950/1983, le second à la période 1984/2015.

Ce programme comprend des interviews de spécialistes de la télévision, des sociologues, des hommes politiques et des dirigeants de chaînes de télévision.

Des images d’archives sont également insérées dans ce documentaire.

Les interviews sont tournées dans deux lieux avec des ambiances différentes.

La postproduction est réalisée chez un prestataire de services.

Les exports du prêt à diffuser doivent respecter les normes des chaînes de diffusion.

***Il est demandé d’analyser les différents dossiers sur les plans technique, économique et juridique de la production du documentaire.***

**PARTIE n°1 : ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE**

**DOSSIER 1 – ACQUISITION DES DROITS DE LA VOIX OFF.**

*Le producteur engage M. Jean-Yves Berthodot, comédien, pour l’enregistrement du commentaire dans le cadre du documentaire télévisuel « la place de la télévision dans notre société ».*

*Le producteur vous demande une note explicative sur les possibilités d’exploitation de cette voix off compte tenu des extraits de clauses contractuelles du contrat d’engagement.*

*Pour répondre à cette demande, vous vous appuyez notamment sur les informations en annexe 1 et vous répondez aux questions suivantes.*

1-1- **Indiquer** la nature du contrat qui lie M. J.Y Berthodot et le producteur. **Justifier** votre réponse.

1-2- **Déduire** les obligations des deux parties au contrat. 1-3- **Expliquer** les différents droits cédés au producteur.

1-4- **Justifier** les différentes rémunérations de M. Berthodot.

1-5- **Exposer** les motifs de la mise en place de la copie privée.

1-6- **Présenter** le rôle de l'organisme en charge de la copie privée.

**DOSSIER 2 – DIFFUSEURS ET FINANCEMENT DU DOCUMENTAIRE.**

*La société ADRO Productions vous demande d’étudier les investissements des diffuseurs dans le financement du documentaire dans la perspective de la négociation de son préachat avec France 5. Vous disposez de l’annexe 2 pour cette étude*.

2-1- **Calculer** la part des investissements des diffuseurs dans le financement du documentaire audiovisuel en 2016.

*Le préachat auprès de France 5 a été obtenu. La productrice souhaite évaluer le niveau de cet investissement dans le documentaire. Vous disposez de l’annexe 3 pour réaliser cette analys*e.

2-2- **Calculer** la part de l’investissement de France 5 dans le documentaire « la place de la télévision dans notre société ».

2-3- **Analyser** l'investissement de France 5 sur ce projet par rapport aux investissements que la chaine réalise en 2016 dans le documentaire.

**DOSSIER 3 – FINANCEMENT DU DOCUMENTAIRE ET CRÉDIT D’IMPÔT.**

*La société ADRO Productions est soumise à l’impôt sur les sociétés. Elle a obtenu l’agrément définitif du Centre National du Cinéma et de l’image animée (C.N.C.) pour faire la demande de crédit d’impôt.*

*Votre productrice vous fait part de l’attestation du commissaire aux comptes correspondant à la production du documentaire « la place de la télévision dans notre société ».*

*Vous disposez de l’annexe 3. Vous répondez aux questions suivantes.*

3-1- **Définir** le principe du crédit d’impôt.

3-2- **Exposer** les enjeux du crédit d’impôt pour le secteur audiovisuel.

3-3- **Présenter** les conditions retenues par l’administration fiscale pour attribuer le crédit d’impôt à la société ADRO Productions.

3-4- **Conclure** sur les conséquences financières de ce dispositif pour la société ADRO production.

**DOSSIER 4 – OBLIGATIONS LIÉES AU SUPPORT DU DOCUMENTAIRE.**

*La productrice vous demande de suivre la livraison du documentaire à la chaîne LCP AN et de respecter les formalités de dépôt légal. Vous disposez de l’annexe 4 pour traiter cette demande.*

4-1- **Lister** les éléments obligatoires à livrer à la chaîne LCP-AN lors de la remise du PAD.

4-2- **Indiquer** l’organisme dépositaire du dépôt légal pour ce documentaire. **Justifier** votre réponse.

4-3- **Expliquer** les objectifs du dépôt légal.

**PARTIE n°2 : TECHNOLOGIE DES ÉQUIPEMENTS ET SUPPORTS**

## DOSSIER 1 – CAPTATION DES INTERVIEWS.

### Les captations des interviews sont réalisées dans deux lieux avec des décors et des éclairages différents. Le premier lieu est un bureau, l’invité est installé sur une chaise, un projecteur de couleur bleu éclairant le mur du fond. Le deuxième lieu est un petit salon, l’invité est installé dans un fauteuil, un projecteur de couleur orange éclaire le mur du fond.

Pour varier et dynamiser chaque interview, le réalisateur désire des plans serrés et des plans de coupes des interviewés.

**Problématique : vérifier les caractéristiques des appareils de captation.**

Les appareils utilisés pour la captation des images sont : une caméra Canon EOS C300 et un APN Canon EOS 5D Mark III.

Un extrait des caractéristiques techniques de la caméra C300 est donné en annexe 5.

*1-1-* ***Indiquer*** *la technologie du capteur utilisé par cette caméra.*

*1-2-* ***Donner*** *sa taille et sa définition et justifier par le calcul la valeur « approx.*

*8 290 000 pixels ».*

*1-3-* ***Préciser*** *sur quels supports sont enregistrés les médias.*

*1-4- Les fichiers sont enregistrés en format MXF,* ***indiquer*** *la signification de cette abréviation. 1-5-* ***Spécifier*** *le mode de compression utilisé pour la vidéo.*

*1-6-* ***Indiquer*** *la signification de « GOP ».*

*On choisit d’enregistrer les vidéos en 50 Mbps, CBR, 4.2.2, 10 bits, 1920x1080, 25 p. 1-7-* ***Expliquer*** *la signification de ces différentes caractéristiques.*

*1-8-* ***Indiquer*** *les différentes sorties vidéo disponibles.*

*1-9-* ***Spécifier*** *si cette caméra possède une entrée de time code.*

Un extrait des caractéristiques techniques de l’appareil photo numérique Canon EOS 5D Mark III est donné en annexe 6.

*1-10-* ***Indiquer*** *la technologie du capteur utilisé par l’appareil.*

*1-11- Les médias sont enregistrés en FULL HD 25p,* ***préciser*** *la manière dont est effectuée la compression pour le mode I et le mode IPB.*

*1-12-* ***Calculer*** *le débit vidéo en Mbps si le mode ALL-I est choisi.*

*1-13-* ***Préciser*** *sur quels supports peuvent être enregistrés les médias.*

*1-14- Chaque séquence d’enregistrement est limitée à 4 Go, l’appareil crée un autre fichier s’il y a dépassement.* ***Calculer*** *la durée maximale d’un fichier.*

*1-16-* ***Citer*** *deux éléments qui permettent de justifier que les images produites par les deux appareils seront cohérentes.*

**Problématique : validation et choix de matériels de l’unité de prise de son.**

Chaque interviewé est équipé de deux micros cravates. Un micro perche permet de capter l’ensemble de l’interview.

*1-17- D’après l’extrait de l’annexe 7,* ***choisir*** *la référence des kits de micros cravates sachant qu’ils doivent avoir une directivité cardioïde.*

*Le microphone utilisé pour la perche est un Sennheiser MKE 600 dont l’extrait de documentation est à l’annexe 8.*

*1-18-* ***Donner*** *la directivité de ce micro.*

*1-19-* ***Indiquer*** *s’il nécessite une alimentation fantôme.*

*1-20-* ***En déduire*** *sa technologie : électrostatique ou électrodynamique.*

Afin que la vidéo et l’audio aient le même Time Code, le son est enregistré grâce à un enregistreur portable dont un extrait de la documentation est donné en annexe 9.

*1-21-* ***Préciser*** *le nombre d’entrées audio que possède cet appareil. 1-22-* ***En déduire*** *si ce nombre est suffisant pour la captation.*

*1-23-* ***Préciser*** *s’il peut fournir une alimentation fantôme.*

*1-24-* ***Rappeler*** *l’intérêt de synchroniser temporellement l’audio et la vidéo.*

*1-25- D’après le document,* ***indiquer*** *la solution la plus simple qui sera utilisée pour synchroniser l’audio et la vidéo.*

*1-26-* ***Préciser*** *sur quels supports est enregistré l’audio numérique.*

*1-27-* ***Justifier****, par calcul, la durée d’enregistrement 30 h : 51 min : 00 s si on utilise une carte de 32GB.*

**Problématique : paramétrage des dispositifs d’éclairage en fonction du cahier des charges du réalisateur.**

L’ambiance de chaque endroit étant distincte, il faut choisir un éclairage en concordance avec le lieu. Les extraits de documentation sont en annexes 10 et 11.

On utilise les projecteurs Exalux ROCK pour éclairer les interviewés.

*1-28- Le tournage se faisant en intérieur,* ***préciser*** *s’il est possible de modifier la température de couleur.*

*1-29-* ***Préciser*** *la valeur sur laquelle elle sera réglée.*

*1-31-* ***Donner*** *le mode et la fonction qui permettent de régler tous les projecteurs simultanément.*

Les projecteurs, pour créer les fonds bleu et orange, sont des Expolite TourLED 42 CM IP33. Le réalisateur désire les valeurs en hexadécimal suivantes :

Bleu : R=$00, V=$47, B=$BE ;

Orange : R=$FF, V=$9F, B=$00.

*1-32-* ***Convertir*** *ces valeurs en décimal pour pouvoir configurer les projecteurs.*

**DOSSIER 2 – MONTAGE ET POST PRODUCTION.**

***Problématique : vérification des caractéristiques de la station allouée à la postproduction.***

Le montage et la postproduction sont prévus chez un prestataire de services. Les différents médias captés doivent être déposés sur les serveurs de la société pour réaliser les montages et la post production. Le montage est réalisé à l’aide du logiciel Avid Media Composer.

*2-1- D’après le document de l’annexe 12,* ***préciser*** *le format Canon compatible avec Avid et le format Canon non compatible.*

*2-2-* ***Expliquer*** *ce qu’il faut faire des médias non natifs pour les rendre compatibles. Les médias sont déposés sur un système de stockage Avid Nexis E4 (annexe 13).*

*2-3-* ***Donner*** *sa capacité maximale de stockage.*

*2-4- Le système de configuration du serveur est installé sur des « SSDs » « hot swappable »,*

***préciser*** *la signification de ces deux termes.*

La station de montage est un HP Z840 avec les principales caractéristiques suivantes :

Système d’exploitation : Windows 10 pro, micro-processeur : 2 processeurs Intel 12 cœurs Xeon E5-2687 3.0 GHz, carte graphique : NVIDIA P5000 16GB PCI-e, RAM :64GB DDR4, disque dur : 1TB SATA 6Gb/s.

*2-5- D’après le document d’AVID de l’annexe 14,* ***indiquer*** *si les caractéristiques de la station sont compatibles avec les préconisations d’AVID.*

**DOSSIER 3 – CRÉATION DU PAD.**

***Problématique : conformation du prêt à diffuser suivant les recommandations de la CST/FICAM.***

Les exports du documentaire finalisé sont réalisés en fichiers numériques et en fonction des normes PAD des chaines de France télévision faisant références aux recommandations techniques de la CST/FICAM.

D’après le document technique de l’annexe 15

*3-1-* ***Préciser*** *les supports de livraison possibles et les différents fichiers associés. 3-2-* ***Relever*** *le standard de la vidéo préconisé.*

*3-3-* ***Préciser*** *le format de l’audio numérique.*

*3-4-* ***Expliquer*** *succinctement la signification de « PCM » et de « Dolby E ».*

**ANNEXE 1 - EXTRAITS DU CONTRAT D’ARTISTE-INTERPRÈTE**

#### DOCUMENTAIRE TV

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Société ADRO Productions, S.A.R.L. au capital de 46 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 493 446 114, dont le siège social est situé au 23, rue des Amandiers, 75020 Paris, représentée par madame Sophie Liévin en sa qualité de gérante,

ci-après dénommée le « producteur »,

de première part,

et

Monsieur Jean-Yves Berthodot

Faisant élection de domicile pour son adresse postale chez son agent, la société Quat dont les coordonnées figurent ci-dessous,

ci-après dénommé « Monsieur Jean-Yves Berthodot » ou l’ « artiste »,

de seconde part, Le producteur et monsieur Jean-Yves Berthodot étant ci-après collectivement désignés les « parties ».

En présence de,

La société QUAT,

SAS au capital de 8 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 464 021 822, dont le siège social est situé au 101 rue Réaumur 75002 Paris, représentée par monsieur Laurent Gerboire en sa qualité de gérant.

Ci-après dénommé l’ « agent »,

de troisième part,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

#### ARTICLE 1 - CONDITIONS D’ENGAGEMENT

Le producteur engage monsieur Jean-Yves Berthodot en qualité d’artiste interprète, pour effectuer l’enregistrement du commentaire dans le cadre d’un documentaire télévisuel.

Ce documentaire d’une durée de 2X52’ (cinquante deux minutes) est destiné à être diffusé sur France 5, Planète+ et LCP-AN. Le documentaire est intitulé provisoirement ou définitivement :

#### « LA PLACE DE LA TÉLÉVISION DANS NOTRE SOCIÉTÉ »

(Ci-après dénommée « le documentaire ») La réalisation sera assurée par madame Léna Vrédiller.

Le documentaire s’entend pour une édition en langue française avec faculté de sous-titrer et de doubler en toutes langues étrangères.

Le présent engagement fait application des conditions générales fixées par la convention collective des Artistes-interprètes engagés pour des émissions de télévision signée en date du 30 décembre 1992, convention que l’artiste déclare bien connaître et que les parties s’engagent à respecter.

En raison de la nature de l’activité exercée et du caractère par nature temporaire de l’emploi concerné, le présent contrat est conclu dans le cadre des contrats à durée déterminée d’usage dans le secteur de la production audiovisuelle (Art L.122-1-1 al.3 et D.121-3 du Code du travail).

#### ARTICLE II - DURÉE

Le présent engagement est conclu pour deux journées d’enregistrement à effectuer :

* Le lundi 20 août 2017.
* Le mercredi 22 août 2017.

Lieu de l’enregistrement : Bry Sur Marne.

L’artiste effectuera le cas échéant les journées de travail nécessaires à l’achèvement de l’enregistrement du documentaire et ce, à des dates à convenir d’un commun accord et dans les conditions de rémunération prévues à l’article « dépassements ».

#### ARTICLE III - CESSION DE DROITS ET AUTORISATIONS

L’artiste accorde au producteur les droits visés ci-après, à titre exclusif, dans le monde entier et pour la durée définie au paragraphe IV ci-dessous, sous réserve du parfait paiement de la rémunération des présentes.

Concernant le documentaire, l’artiste accorde au producteur :

1. le droit d’enregistrer sa prestation par tous procédés techniques connus (notamment procédés chimiques, numériques, optiques et/ou magnétiques) ou inconnus à ce jour,
2. de reproduire cet enregistrement, exclusivement dans le cadre du documentaire, sur tous supports connus (notamment électronique, numériques, optiques et/ou magnétiques) ou inconnus à ce jour, en tous formats, en utilisant tous rapports de cadrage ;
3. d’exploiter le documentaire intégrant cet enregistrement en le représentant publiquement en version originale, doublée ou sous titrée, en toutes langues :

* par télédiffusion, c'est-à-dire par voie hertzienne terrestre (en mode numérique, chaînes TNT, etc…), par câble ou par satellite ou par les réseaux de communication électroniques tels que le réseau Internet, à titre gratuit ou contre paiement d’un abonnement forfaitaire ou d’un prix individualisé (chaîne à péage, pay per view), en vue de la communication du documentaire au public en simultané ou en différé (par l’intermédiaire d’un service de télévision de rattrapage (catch up TV)), tant aux fins de réception individuelle que collective, pour visualiser sur les supports de réception fixes ou portatifs ;

1. d’exploiter le documentaire intégrant cet enregistrement en version originale doublée ou sous-titrée, en toutes langues sous forme de vidéogrammes (supports vidéo) destinés à l’usage privé du public ;
2. d’exploiter le documentaire intégrant cet enregistrement en tous lieux recevant du public uniquement pour le secteur non commercial.

Toute autre exploitation est expressément interdite sans l’accord préalable et écrit de monsieur Jean-Yves Berthodot.

Pour le territoire et la durée prévus aux présentes, est cédé au producteur le droit non exclusif d’utiliser le nom de monsieur Jean-Yves Berthodot, réalisé dans le cadre du présent contrat, aux fins de promotion et de publicité du documentaire.

Pour les accords de partenariat, accords promotionnels ou commerciaux, la voix ou le nom de monsieur Jean-Yves Berthodot ne pourront en aucun cas être utilisés en dehors de sa prestation effectuée pour le documentaire.

#### ARTICLE IV – RÉMUNERATION

**A – Rémunération initiale.**

En rémunération de ses prestations telles que définies à l’article II, de la fixation de cette prestation à des fins d’exploitation, et de la cession de droits telle que définie à l’article III, le producteur versera 2 000 € (deux mille euros) commission incluse soit pour l’artiste une rémunération totale brute garantie de 1 800 € (mille huit cent euros) qui se décompose comme suit :

* 1 680 € (mille six cent quatre vingt euros) à titre de « salaire » pour les deux journées d’enregistrement telle que déterminées à l’article II ci-dessus,
* 120 € (cent vingt euros) en contrepartie de la cession de ses droits voisins sur son interprétation en vertu de la « Convention Droits des Artistes dans leur activité de Doublage Révisée » du 6 janvier 2005 (dite Convention DAD-R).

Ce dernier montant correspond à la quote-part de 7,15 % (sept virgule quinze pour cent) du salaire perçu par l’artiste pour la création de voix comme le stipule la convention « DAD-R ». Cette rémunération correspond à la cession de droits relative à la prestation de l’artiste pendant une durée de 10 (dix) années à compter de la première fixation de l’interprétation conformément à la grille de rémunération de la convention DAD-R reproduite ci-dessous à laquelle les parties se réfèrent expressément. Toute extension de la durée des droits cédés par l’artiste interviendra en application de ladite grille de rémunération DAD-R.

Le montant total du salaire et des droits voisins seront payés à la fin de la semaine pendant laquelle l’enregistrement aura lieu soit au plus tard le 24 août 2017.

Le producteur versera à l’agent, en sa qualité d’agent artistique une commission garantie de 200 € (deux cent euros) hors taxes, majorée de la T.V.A. au taux en vigueur sur présentation de facture selon les mêmes modalités que celles de l’artiste.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Documentaires non cinématographiques | Télédiffusion + Télévision de rattrapage | SMaD Télévision de rattrapage et hors preview | Vidéo sur supports | Lieux publics | Total |
| 10 ans | 4.25 % | 1.15 % | 1.40 % | 0.35 % | 7.15 % |

#### B – Rémunération pour copie privée.

Pour autant que de besoin, il est rappelé que l’artiste conservera sa part de redevances à lui revenir au titre du droit à rémunération pour copie privée, institué par l’article L311-1 du Code de la Propriété Intellectuelle.

#### ARTICLE V – DÉPASSEMENTS

Dans le cas où la collaboration de l’artiste serait nécessaire au-delà des deux journées d’enregistrement telle que prévue à l’article « durée » ci-dessus, l’artiste pourra se rendre disponible pour participer à une nouvelle séance qui sera fixée d’un commun accord sous réserve de ses disponibilités.

Le producteur versera par demi-journée d’enregistrement :

**900 € (neuf cent euros)** à l’artiste.

**Et 100 € (cent euros)** à l’agent.

Payables à la fin de chaque journée, jusqu’au dernier jour d’enregistrement avec la collaboration de l’artiste.

#### ARTICLE VI –URSSAF ET RETRAITE (…)

**ARTICLE VII – DISPOSITIONS RELATIVES À L’AGENT** (…) **ARTICLE VIII – RÉGLEMENTS :** (…)

**ARTICLE IX – OBLIGATIONS DE L’ARTISTE**

L’artiste aura à se conformer aux instructions du producteur ou à celles de ses préposés en ce qui concerne les lieux, l’horaire et le programme de tournage. L’artiste aura également à se soumettre aux règlements du studio.

#### ARTICLE X – PUBLICITÉ

Le nom de l’artiste sera cité au générique du documentaire comme suit :

« Voix commentaire Jean-Yves Berthodot »

Ou toute autre mention à déterminer d’un commun accord

Le producteur prend la responsabilité de l’exécution des présentes dispositions pour la publicité faite par lui même et s’engage à imposer ces clauses de publicité à toutes les firmes qui distribueront ou éditeront le documentaire, mais ne saurait être tenu responsable de leurs manquements. En conséquence, l’artiste est d’ores et déjà autorisé à agir directement vis à a vis des ayants droit du producteur en cas de manquements aux présentes dispositions.

#### ARTICLE XI – CESSION À UN TIERS (…) ARTICLE XII – RÉSILIATION (….) ARTICLE XIII – ÉLECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile aux adresses respectivement visées en tête des présentes.

Le présent contrat est régi par le droit français et sera interprété conformément à ce même droit. Fait à Paris le 17 août 2017.

En trois exemplaires :

ADRO PRODUCTIONS Laurent Gerboire Jean-Yves Berthodot

## Le financement du documentaire audiovisuel (M€)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** |
| **Financements français** | 463,5 | 383,6 | 389,6 | 374,6 |
| Producteurs français | 75 | 61,1 | 60,8 | 60,9 |
| Préventes en France | 6,1 | 4,4 | 5,5 | 4,9 |
| Diffuseurs | 243 | 204,3 | 209,7 | 204,6 |
| SOFICA | 0,9 | 0,9 | 1,3 | 0,9 |
| CNC | 92 ,5 | 79,6 | 81,9 | 75,8 |
| Compléments C.N.C.1 | 3,2 | 0,8 | 0,8 | 0,4 |
| autres | 42,8 | 32,7 | 29,6 | 27,1 |
| **Financements étrangers** | **26** | **15,1** | **19,4** | **30 ,6** |
| Coproductions étrangères | 16,6 | 9,9 | 13 | 17,8 |
| Préventes à l’étranger | 9,4 | 5,2 | 6,4 | 12,8 |
| **Total des financements** | 489,5 | 398,7 | 409 | 405,2 |

1 Aides accordées après la première décision

Source : C.N.C.

Source : C.N.C.

## Politique d’investissement des chaines en documentaire Commandes des diffuseurs en documentaire

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Heures initiées1** | | **Apport des diffuseurs (M€)2** | | **Coût horaire (K€)1** | | **Apport horaire (K€)1** | | **Taux de financement (%)** | |
| **2015** | **2016** | **2015** | **2016** | **2015** | **2016** | **2015** | **2016** | **2015** | **2016** |
| **Chaines publiques Nationales** | **1 194** | **1 149** | **138,30** | **141,09** | **222,6** | **235,0** | **113,4** | **119,2** | **50 ,9** | **50,7** |
| France 2 | 173 | 193 | 27,60 | 38,71 | 258,4 | 298,8 | 158 | 199,5 | 61,2 | 66,8 |
| France 3 | 168 | 130 | 27,32 | 21,77 | 262,4 | 260,3 | 160,1 | 162 | 61 | 62,2 |
| France 3 régions | 160 | 186 | 8,97 | 9,66 | 135,4 | 122,9 | 51,3 | 50 | 37,9 | 40,7 |
| France 5 | 257 | 219 | 27,22 | 22,21 | 204,1 | 194,6 | 103,2 | 98,9 | 50,6 | 50 ,8 |
| France 4 | 17 | 14 | 0,88 | 0,83 | 110,1 | 148,4 | 49,7 | 60,5 | 45,1 | 40,8 |
| France O et 1ère | 94 | 76 | 3,67 | 3,23 | 99,7 | 103 | 36,5 | 40,1 | 36,6 | 39 |
| ARTE | 288 | 299 | 41,48 | 43,76 | 304,8 | 331,8 | 142,7 | 140,0 | 46,8 | 42,2 |
| LCP-AN | 17 | 14 | 0,57 | 0 ,49 | 93,1 | 118,4 | 24,2 | 26 | 26 | 21,9 |
| Public Sénat | 18 | 18 | 0,57 | 0,44 | 108,2 | 124 | 27,4 | 18,3 | 25,4 | 14,7 |
| **Chaînes privées nationales gratuites** | **465** | **403** | **36,67** | **32,41** | **131** | **138,8** | **76,7** | **79,3** | **58,6** | **57,1** |

1. en tant que premier diffuseur.
2. Tous rangs de diffusion confondus.

Source : C.N.C.

### FIDUCIAIRE EXPERTISE COMMISSARIAT ET DÉVELOPPEMENT

Commissaire aux comptes.

Membre de la Compagnie Régionale de Paris.

Titre du film : la place de la télévision dans notre société. Réf : 61-2018/691

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Noms | Montants ( en  euros) | % de la part  française |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Producteur délégué** |  | **71 426** | **17,87 %** |
| Numéraire | ADRO Productions | 71 426 |  |
| **Autres coproducteurs** |  | **35 490** | **8,88 %** |
| Apports en industrie | INA | 35 490 |  |
| **Coproducteurs Télévisions** |  |  | **0 %** |
| Numéraire |  |  |  |
| **Autres aides** |  | **11 200** | **2,80 %** |
| Aide à la création TV | PROCIREP ANGOA | 10 000  1 200 |  |
| **SOFICA** |  |  | **0 %** |
|  | | |  |
| **Préventes et minima garantis** |  | **207 320** | **51,87 %** |
| Télévisions | France télévisions Pôle France 5 PLANETE  La chaine parlementaire – Assemblée Nationale | 187 000  15 320  5 000 |  |
| Salles Vidéo Etranger |  |  |
| **Aides publiques** |  | **74 242** | **18,58 %** |
| Soutien financier C.N.C. | Subvention d’investissement | 43 562 |  |
|  | Subvention d’investissement | 30 680 |
|  | complémentaire |  |
| Aides aux sous-titrages |  |  |
| Aides des collectivités territoriales |  |  |
| Aides |  |  |
| **Part française (100 %)** | Total | **399 678** | **100 %** |

Date : Signature :

### Franck ELBASE Commissaire aux comptes

152 boulevard Haussmann – 75008 PARIS – Tel : 01.42.56.50.41 – Fax : 01.42.25.68.75 N°identification intracommunautaire : FR 89 479 996 274 000 11

479 996 274 RCS PARIS

Code APE 7920Z

FIDUCIAIRE EXPERTISE COMMISSARIAT ET DÉVELOPPEMENT

Commissaire aux comptes.

Membre de la Compagnie Régionale de Paris.

### ATTESTATION

Nous,

#### FIDUCIAIRE EXPERTISE COMMISSARIAT ET DÉVELOPPEMENT

Société de Commissariat aux comptes 152 boulevard Haussmann

75008 PARIS

Immatriculée au registre de commerce de Paris, sous le numéro B 479 996 274, attestons par la présente, dans le cadre de l’article 220 sexies du code général des impôts, relatif au crédit d’impôt audiovisuel, le coût définitif du documentaire intitulé « la place de la télévision dans notre société », dont l’agrément provisoire a été délivré le 4 septembre 2017 par le Centre National du Cinéma et de l’image animée.

D’après les éléments comptables qui nous ont été transmis, le détail des dépenses éligibles au crédit d’impôt du documentaire intitulé **« la place de la télévision dans notre société »** produit par la société

SOCIETE ADRO PRODUCTIONS

23 rue des amandiers 75020 PARIS

immatriculée au registre du commerce de Paris sous le numéro 493 446 124 s’établit ainsi :

* + avance et charges sociales afférentes aux à valoir sur les recettes d’exploitation versées par l’entreprise de production aux auteurs en contrepartie de la commande et de l’acquisition des droits nécessaires à la réalisation de l’œuvre : **23 230 € (vingt trois mille deux cent trente euros) ;**
  + rémunérations et charges sociales obligatoires afférentes versées aux artistes interprètes par l’entreprise de production : **989,17 € (neuf cent quatre vingt neuf euros et dix-sept centimes) ;**
  + salaires et charges sociales afférentes aux techniciens et ouvriers de la production cinématographique engagés par l’entreprise de production : **175 673,18 € (cent soixante quinze mille six cent soixante treize euros et dix huit centimes) ;**
  + dépenses liées aux recours aux industries techniques et autres prestataires de la création :

#### 38 637,90 € (trente huit mille six cent trente sept euros et quatre vingt dix centimes) ;

* + dépenses de transport, hébergement et restauration : **5 037,76 € (cinq mille trente sept euros et soixante seize centimes**) ;
  + droits d’exploitation d’images d’archives **: 44 513 € (quarante quatre mille cinq cent treize euros**) ;
  + déduction des subventions publiques reçues par les entreprises à raison des dépenses ouvrant droit au crédit d’impôt : **44 862,95 € (quarante quatre mille huit cent soixante deux euros et quatre vingt quinze centimes).**

#### Soit un total de : 243 218,07 € (deux quarante trois mille deux cent dix-huit euros et sept centimes).

Fait à Paris le 2 mars 2018

Franck ELBASE Commissaire aux comptes

152 boulevard Haussmann – 75008 PARIS – Tel : 01.42.56.50.41 – Fax : 01.42.25.68.75 N°identification intracommunautaire : FR 89 479 996 274 000 11

479 996 274 RCS PARIS

Code APE 7920Z

ENTRE

## LA PLACE DE LA TÉLÉVISION DANS NOTRE SOCIETÉ L20141199

**La Chaîne Parlementaire-Assemblée Nationale**, SA au capital de 40 000€ SIREN 429 947 014 RCS PARIS

Créée par la loi n°99-1174 du 30 décembre 1999,

Représentée par Eric MONIOT, agissant en qualité de Secrétaire Général, Ci-après dénommée « LCP-AN

ET

D’une part,

**La Société ADRO Productions**, SARL au capital de 46 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 493 446 114, dont le siège social est situé au 23, rue des Amandiers, 75020 Paris, représentée par Madame Sophie Liévin en sa qualité de gérante,

Ci-après dénommée « La société»,

D’autre part,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

#### ARTICLE 1 – OBJET

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la société cède à LCP-AN les droits de diffusion du programme visé à l’article 2 du présent contrat (ci-après le « programme ») qu’elle souhaite produire, à savoir :

Nature : documentaire.

Titre : la place de la télévision dans notre société sur une idée originale de Luc Ridle

co-auteurs : Léna Vrédiller et Luc Ridle Réalisatrice : Léna Vrédiller

Durée : 2X52 ‘ Format 16/9

Support de tournage : Numérique HD

Support de livraison : Beta numérique 16/9, son stéréo ou fichier numérique Version originale : française (…)

#### ARTICLE 5 – LIVRAISON

* 1. La société s’engage, à ses frais, risques et périls, à mettre à disposition à LCP-AN le programme sur cassette Beta Digital 625 lignes (ou Beta SP selon disponibilité) au plus tard le 31 octobre 2017. Le PAD fourni, devra répondre aux normes techniques définies en annexe II. La livraison interviendra à LCP-AN -106 rue de l’Université -75007 PARIS.

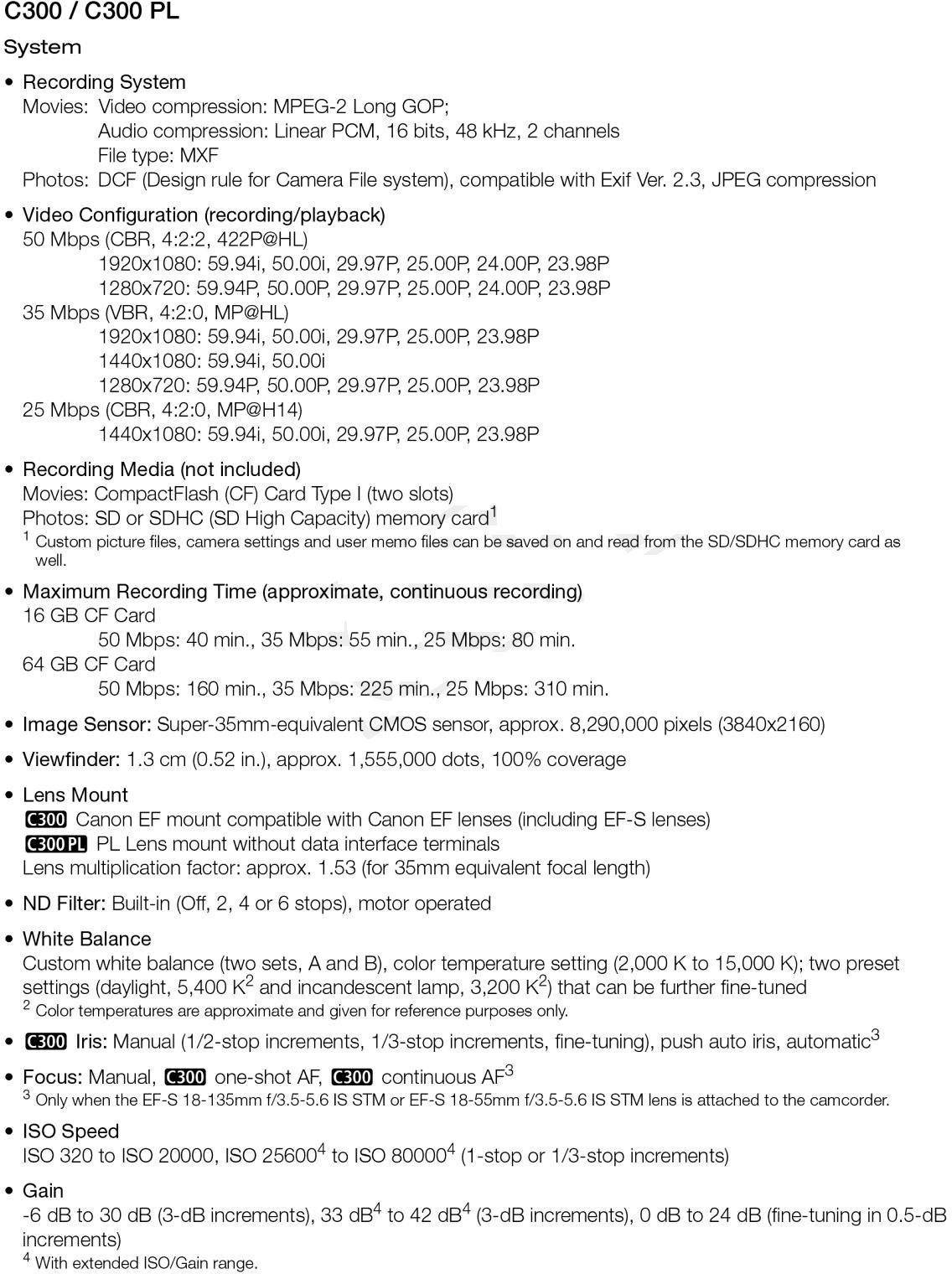
Le PAD fourni sera vérifié et reconnu en parfait état par LCP-AN, laquelle établira à cet effet une attestation écrite à l’attention de la société.

En cas de fourniture à LCP-AN d’un support qui ne correspondrait pas aux normes techniques définies en annexe II, la société devra procéder, à ses frais, à son remplacement dans un délai de 8 (huit) jours à compter de l’envoi de la notification de refus de LCP-AN.

La société fournira, en outre, dans les mêmes délais que le support technique du programme, et sous sa seule responsabilité, un jeu de photos couleur et de matériel de publicité destinés à la promotion du programme, ainsi que le music cue sheet, le relevé des droits d’auteurs et, le cas échéant, le relevé des archives utilisées. Ce matériel est mis à la disposition de LCP-AN à titre de prêt et fait l’objet d’une réserve de propriété de la part de « la société ». Après utilisation, LCP-AN renverra à la société le matériel prêté.

* 1. La livraison du programme peut également s’effectuer par fichier numérique selon les spécifications de l’annexe II. (…).

## ANNEXE 5 - CAMÉRA CANON C300.



**ANNEXE 5 (SUITE)**

